



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Vendredi 9 mai 2025

Politique européenne et étrangère	2
Les Finlandais seraient favorables à une défense commune de l'UE – grâce à Trump.....	2
Editorial : L'Europe pourrait avoir davantage confiance en elle-même	2
« Nous avons fait de grands progrès », déclare Stubb après l'appel téléphonique des dirigeants de la JEF au président Trump	3
Selon le Ministre de la Défense, Antti Häkkinen, le nouveau protocole d'accord de la NORDEFCO renforcera la défense nordique	4
Déclarations de la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen à Yle : La Finlande soutient une pression économique accrue sur Israël si la situation à Gaza ne change pas.....	4
La majorité des partis représentés au Parlement n'est pas prête à reconnaître la Palestine.....	5
Ukraine.....	7
Point de vue : En Ukraine, la partie n'est pas terminée, mais l'Europe doit déjà réfléchir à la pire option	7
Demandes d'asile - Turquie	8
La Finlande a renvoyé une famille turque dont le père peut être emprisonné en Turquie pour avoir critiqué le président Erdoğan.....	8
Politique intérieure.....	8
La présidente des Vrais Finlandais Riikka Purra sur la chute du parti : Nous avons échoué dans la communication.....	8
Anatomie d'une chute – pourquoi l'audience des Vrais Finlandais a tellement chuté ?	8

Politique européenne et étrangère

Les Finlandais seraient favorables à une défense commune de l'UE – grâce à Trump

Selon un nouveau sondage, près des deux tiers des Finlandais souhaitent une défense commune de l'Union européenne. Cela s'explique par une suspicion croissante à l'égard des actions des États-Unis.

La récente enquête du think tank EVA sur les valeurs et les attitudes montre clairement que le soutien des citoyens à une défense commune de l'UE a considérablement augmenté depuis un an.

Au printemps 2024, 51 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête EVA étaient favorables à une défense commune, contre 64 % aujourd'hui.

La majorité des Finlandais estiment désormais que la Finlande devrait être réceptive à l'idée que l'UE contracte une nouvelle dette commune à des fins de défense. C'est l'avis de 54 % des personnes interrogées, tandis que seulement 20 % s'y opposent.

Au printemps 2022, alors que la guerre d'agression russe venait tout juste de débuter, 60 % des personnes interrogées par Eva soutenaient la défense collective de l'UE. Ce soutien est aujourd'hui encore plus fort. Ilkka Haavisto, responsable de recherche pour EVA, estime que le rebond observé depuis l'année dernière résulte du changement de politique des États-Unis. Avec le retour de Donald Trump à la présidence, l'engagement des États-Unis envers l'OTAN et la sécurité européenne est plus incertain qu'auparavant.

« Les Finlandais ont pris conscience que l'Europe doit être capable d'assurer sa sécurité même lorsque le soutien américain n'est pas assuré. Par conséquent, la défense collective de l'UE et son financement sont désormais plus justifiés qu'auparavant », estime Haavisto.

Pour autant, la défense de l'UE n'est pas souhaitée en remplacement de l'OTAN, car seulement 9 % souhaitent que les pays de l'UE quittent l'OTAN.

65 % des Finlandais soutiennent l'adhésion de la Finlande à l'UE, et seulement 15 % souhaitent sa sortie.

Seuls 15 % des Finlandais souhaitent une UE fédérale.

58 % des personnes interrogées estiment souhaitable que des pays comme la Hongrie, qui entravent la prise de décision conjointe au sein de l'UE, quittent l'Union. En revanche, 60 % des Finlandais souhaiteraient le retour du Royaume-Uni dans l'UE.

L'enquête a été menée par Taloustutkimus du 12 au 24 mars. Les résultats sont basés sur les réponses de 2 070 personnes âgées de 18 à 79 ans vivant en Finlande continentale. La marge d'erreur est de 2 à 3 points dans un sens ou dans l'autre.

Dem

Editorial : L'Europe pourrait avoir davantage confiance en elle-même

En Europe, la Guerre froide a pris fin avec l'unification de l'Allemagne, et l'après-Guerre froide prendra fin avec la division de l'Ukraine.

On ne peut envisager l'avenir de l'Europe sans se pencher sur l'avenir de l'Ukraine. Or, cette perspective est douloureuse, car il est difficile, tant pour les partisans de l'Ukraine que pour les Ukrainiens, de s'entendre sur la fin de la guerre alors que tous les objectifs fixés n'ont pas été atteints.

Évaluer l'avenir de l'Europe est également complexe, car la confiance des Européens, par exemple, dans la volonté des pays de l'UE de s'engager réellement sur une voie commune est faible.

La guerre en Ukraine a révélé de profondes divisions au sein de l'Europe, notamment à l'égard de la Russie et de l'autoritarisme.

L'Europe a une histoire dont il reste encore beaucoup à apprendre. On ne voudrait pas que tout se répète. Cependant, il est encourageant de constater que d'autres États membres de l'Union européenne commencent enfin à fixer des limites, par exemple pour la Hongrie et la Slovaquie.

Si la Seconde Guerre mondiale, qui s'est achevée il y a 80 ans, a enseigné à l'Europe l'importance de la paix, de ses propres valeurs et de la coopération, on a oublié combien la paix peut être facilement défaite.

Le bien-être, la prospérité et la sécurité de l'Europe doivent beaucoup à la démocratie, car elle a remporté les luttes idéologiques majeures du XXe siècle, notamment contre le nazisme, le fascisme et le communisme. Et si la Seconde Guerre mondiale a divisé l'Europe entre l'Est et l'Ouest, l'après-guerre a été une période de renouveau démocratique dans de nombreux pays. En Ukraine, la guerre n'est pas une question de territoire, mais d'idéologies. Elle montre à quelle vitesse la démocratie peut être défaite. La démocratie s'érode déjà rapidement en Europe.

Les rapides mutations sociales et économiques alimentent des mouvements politiques radicaux. Loin d'être marginaux, ils sont de retour au pouvoir dans de nombreux pays. En Allemagne, un parti d'extrême droite recueille un quart des voix.

La nouvelle ère de l'Europe est également marquée par la rupture de l'ancienne relation avec les États-Unis. Dans la guerre commerciale déclenchée par le président Donald Trump, l'Europe dispose d'atouts, mais la dépendance à l'égard de la politique de sécurité est un problème qui se résoudra plus lentement. Le point le plus délicat est le rapprochement des États-Unis avec la Russie.

Les pays européens ne peuvent se défendre contre la Russie sans les États-Unis. C'est pourquoi une frustration se fait jour face à la difficulté avérée de renforcer ses propres capacités de défense. D'un autre côté, les actions de Trump et de son administration nous rappellent les bons côtés de l'UE. La stabilité, la fiabilité, la réglementation et la prévisibilité ont leur importance. Plutôt qu'un prix Nobel de la paix, Trump mériterait le prix Jacques Delors pour avoir promu l'intégration européenne.

La guerre en Ukraine a duré des années, mais c'est seulement Trump qui a poussé l'Europe à prendre sa propre défense au sérieux. Pourtant, tous les pays de l'UE ne s'y intéressent pas. Les citoyens européens ont également du mal à comprendre que l'UE ait un quelconque rôle à jouer dans la sécurité européenne. C'est ce que démontre une nouvelle étude de Sitra. Cette étude a examiné les débats médiatiques en Finlande, en Suède, en Allemagne et en Italie avant les élections européennes de l'année dernière. Elle a révélé que l'UE n'apparaissait pas aux citoyens comme un acteur majeur de la sécurité. Le débat sur la sécurité était cloisonné, et la sécurité était rarement abordée en lien avec les questions économiques, technologiques et environnementales.

L'Europe n'est plus en ruine comme il y a 80 ans. Cependant, son influence s'effondre. Il est temps de la reconstruire.

La tâche en Ukraine serait également facilitée si l'Europe retrouvait confiance en elle. En ces temps difficiles, nous n'avons plus de protecteur.

HS

« Nous avons fait de grands progrès », déclare Stubb après l'appel téléphonique des dirigeants de la JEF au président Trump

Les dirigeants des pays membres de la JEF, réunis actuellement à Oslo, se sont entretenus au téléphone avec le président américain Donald Trump hier.

Le président Alexander Stubb, qui participe à la réunion de la JEF, s'est dit satisfait de cet appel téléphonique avec le président Trump.

« Nous avons eu un bon entretien », a décrit Stubb. « Nous avons discuté du cessez-le-feu. Nous avons fait de grands progrès. Les États-Unis sont très engagés. C'est important pour l'Ukraine et la paix. »

Selon Støren, cet appel téléphonique était une proposition de lui-même et du président Alexander Stubb. Selon lui, Trump est déterminé à promouvoir la paix en Ukraine. Støren estime qu'il existe un consensus sur la nécessité d'un cessez-le-feu inconditionnel, surveillé et respecté.

Stubb a commenté cet appel sur la messagerie X.

Les dirigeants des pays de la JEF ont entamé leurs discussions à Oslo hier lors d'un dîner.

Le sommet de la JEF, axé sur la coopération en matière de défense, se poursuit aujourd'hui à Oslo. Les principaux sujets de la réunion seront le soutien à l'Ukraine et le développement des activités du JEF, notamment dans la région arctique.

Outre les questions relatives à la JEF, les dirigeants aborderont également l'OTAN et son avenir. Le sommet de la JEF se tient justement avant le sommet de l'OTAN de juin à La Haye. Yle

Selon le Ministre de la Défense, Antti Häkkinen, le nouveau protocole d'accord de la NORDEFCO renforcera la défense nordique

Le 6 mai 2025, les ministres de la Défense des pays nordiques ont signé un protocole d'accord révisé sur la coopération nordique en matière de défense (NORDECO).

Il s'agit de la première révision du protocole d'accord de la NORDEFCO depuis l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN. Ce protocole révisé a été signé à l'occasion de la réunion des ministres de la Défense des pays nordiques organisée par le ministre finlandais de la Défense, Antti Häkkinen, à Rovaniemi.

« Nous renforçons la défense nordique avec cette révision du document fondateur de la NORDEFCO. Cet accord pose les bases d'un renforcement rapide de la défense commune et de la sécurité d'approvisionnement militaire. La coopération nordique en matière de défense entre dans une nouvelle ère. Nous répondons à l'évolution de la situation sécuritaire dans le cadre de la dissuasion et de la défense de l'OTAN. Nous approfondirons également notre coopération afin de renforcer l'UE et de maintenir notre soutien indéfectible à l'Ukraine », a déclaré le ministre Häkkinen.

Le protocole d'accord révisé précise l'objet, les objectifs, les structures et les grands principes de la coopération. L'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, en particulier, a modifié la nature de la coopération nordique en matière de défense et ses fondements politiques.

https://valtioneuvosto.fi/-/puolustusministeri-antti-hakkanen-vahvistamme-pohjolan-puolustusta-uudistetulla-nordefcon-perustamisasiakirjalla?languageId=en_US

Déclarations de la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen à Yle : La Finlande soutient une pression économique accrue sur Israël si la situation à Gaza ne change pas

A Varsovie, la ministre des Affaires étrangères, Elina Valtonen, a commenté la politique finlandaise à l'égard d'Israël pour Yle.

Elina Valtonen affirme que la Finlande soutient une révision de la clause relative aux droits de l'homme de l'accord d'association UE-Israël. « Si les obligations en matière de droits de l'homme ne sont pas respectées, le plan d'action avec Israël n'avancera pas », a déclaré Valtonen.

L'initiative de la révision de l'accord a été prise par les Pays-Bas. L'intention est d'aborder la question lors de la prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères.

L'accord d'association confère à Israël des avantages significatifs, tels que l'exonération des droits de douane et la possibilité de participer aux programmes et projets de l'UE. Le respect des droits de l'homme est une condition préalable.

« Tout porte à croire que cela n'est pas respecté pas dans le cas d'Israël, car l'aide humanitaire ne doit en aucun cas être utilisée comme une arme de guerre. La détresse humaine ne doit en aucun cas être politisée, comme le fait Israël actuellement », affirme Valtonen.

Des chercheurs interrogés par Helsingin Sanomat cette semaine ont appelé le gouvernement finlandais à participer aux pressions exercées sur Israël, précisément par le biais de l'accord d'association. Ce serait un levier, l'UE étant le principal partenaire commercial d'Israël.

Les ministres des Affaires étrangères de l'UE ont discuté de la situation à Gaza lors de leur réunion informelle hier à Varsovie.

Valtonen affirme que la situation à Gaza a été abordée, entre autres, à l'initiative de la Finlande, car elle n'était pas à l'ordre du jour de la réunion.

Selon Valtonen, l'essentiel est d'obtenir qu'Israël mette fin au blocus de l'aide humanitaire. L'UE fait pression en ce sens depuis qu'Israël a commencé à bloquer l'aide humanitaire.

Israël a menacé d'intensifier ses opérations militaires, ce qui aggraverait la crise humanitaire. « La situation ne peut guère empirer, car Israël n'autorise pas les livraisons de nourriture à Gaza depuis quelques mois », affirme Valtonen.

Yle rappelle que Valtonen avait déclaré, sur les souffrances des civils à Gaza, « Trop, c'est trop », en janvier dernier à l'issue d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE. Mais rien ne s'est passé.

Selon Valtonen, la principale raison en est l'exigence d'unanimité en politique étrangère. Les décisions visant à faire pression sur Israël ne seront pas prises en cas de désaccord entre les pays. Le même principe s'applique au soutien à l'Ukraine.

« Nous devons agir d'un commun accord, sinon nous n'agissons pas. »

Selon Valtonen, l'UE a fait tout ce qu'elle pouvait dans le cadre de ses propres règles.

Valtonen nous rappelle également les exigences concernant l'autre camp. L'organisation extrémiste palestinienne Hamas n'a pas libéré tous les otages capturés lors de l'attaque sanglante d'octobre 2023.

Selon elle, de nombreux Palestiniens soutiennent également le Hamas, même si certains souhaitent être libérés de son régime de terreur.

L'UE considère le Hamas comme une organisation terroriste.

« Il n'y aura pas de négociations directes avec le Hamas. Avec la communauté internationale, nous aspirons à un avenir pour la Palestine où les terroristes ne seront pas au pouvoir et où une administration palestinienne engagée pour un avenir pacifique et la sécurité d'Israël prendra le pouvoir », dit-elle.

Le gouvernement finlandais a été critiqué pour le laxisme de sa politique à l'égard des actions israéliennes à Gaza.

Valtonen souligne que la politique étrangère et de sécurité de la Finlande est principalement guidée par son engagement en faveur du droit international et du droit international humanitaire.

Cela a été le cas quel que soit le gouvernement, dit-elle.

De plus, la Finlande est toujours du côté du droit international. « C'est dans l'intérêt d'un petit pays, et nous sommes bien sûr du côté de l'humanité. Nous avons fait tout ce que nous pouvions en tant que petite Finlande, mais malheureusement, la Finlande ne résout pas ce problème non plus, pas même l'Union européenne ».

Yle

La majorité des partis représentés au Parlement n'est pas prête à reconnaître la Palestine

Hufvudstadsbladet relève que les partis de la coalition gouvernementale sont divisés sur la question de la Palestine. La question de savoir si la Finlande devrait reconnaître la Palestine est actuelle notamment du fait que cinq anciens ministres se sont récemment exprimés en faveur d'une reconnaissance.

HBL a interrogé la vice-présidente du groupe parlementaire de la Coalition nationale Pia Kauma, ce parti étant dans une position déterminante en matière de politique étrangère de la Finlande. Or, c'est le Président qui scelle une telle question en Finlande.

Kauma indique que, pour son parti, il s'agit de trouver un moment opportun qui serve l'objectif de mettre en place la paix. « Sinon, ce sera quelque chose de symbolique pour montrer une compréhension et une solidarité en affaiblissant en même temps les relations de la Finlande avec Israël sans promouvoir la paix. »

Selon elle, il faut également qu'il soit clair quel territoire serait reconnu comme Palestine.

Elle est consciente du fait que cela peut sonner comme un prétexte, mais elle estime réellement qu'il faut obtenir une vision sur comment avancer vers une paix, avant une reconnaissance.

Kauma relève que depuis la reconnaissance de la Palestine par la Norvège, Israël n'a plus autorisé la Norvège à agir en matière d'aide humanitaire. Comme la Norvège avait été un acteur actif, il s'est agi d'une détérioration.

En tant que présidente de l'assemblée parlementaire de l'OSCE, Kauma s'est rendue deux fois sur place en Cisjordanie depuis les douze derniers mois. Elle a vu la situation des palestiniens se détériorer considérablement et la colonisation israélienne augmenter.

Le vice-président du groupe parlementaire du Parti suédois Mats Löfström dit que son parti partage les propos de la ministre des Affaires étrangères Valtonen et du Président Stubb sur le fait que la Finlande reconnaîtra la Palestine le moment venu. Il indique qu'il faut un cessez-le-feu immédiat et une libération du reste des otages. L'objectif de la Finlande doit être de reconnaître la Palestine dès que les conditions sont remplies. Löfström indique que c'est le Président et le gouvernement qui détermineront le moment exact. Il relève que parmi les membres de son groupe parlementaire, il y a des avis divergents sur le moment opportun, mais qu'il espère que lorsque la question sera d'actualité, on pourra arriver à se mettre d'accord.

Les Sociaux-démocrates, les verts et les députés de l'Alliance des gauches estiment qu'il faut reconnaître la Palestine maintenant. Certains rappellent que 150 Etats l'ont déjà fait.

Le PSD avait pris position en faveur du modèle de deux Etats dès son congrès de l'été 2024. Antti Lindtman estime qu'il est plus important que jamais, dans le contexte inquiétant de la situation de Gaza, de donner de l'espoir à la solution des deux Etats.

Oras Tynkkynen des Verts et Aino-Kaisa Pekonen de l'Alliance des gauches estiment que la Finlande aurait déjà dû reconnaître la Palestine et qu'il convient de le faire maintenant.

Pekonen estime qu'Israël ne mettra pas fin à la destruction de Gaza et à l'occupation illégale des territoires palestiniens sans pression internationale forte. Pour elle, la reconnaissance de la Palestine permettrait d'avancer un peu vers une solution au conflit.

Tynkkynen estime que le bon moment, c'est maintenant. Il y a des signes clairs d'un génocide et il s'agit de mettre en œuvre les outils diplomatiques et politiques pour arrêter les événements. Il estime que si le gouvernement n'est pas capable de se mettre d'accord pour reconnaître la Palestine, il devrait néanmoins faire de son mieux pour diminuer la souffrance humanitaire. Il rappelle que les livraisons d'aide sont bloquées depuis 60 jours.

Pour Antti Kurvinen, président du groupe parlementaire du Centre, le moment n'est pas propice pour une reconnaissance. Avec la guerre en cours, il serait difficile de savoir ce qu'on reconnaît comme Etat. Il souligne l'importance d'obtenir un cessez-le-feu et un véritable processus durable pour la paix qui mènera un jour à une solution de deux Etats et une Palestine indépendante.

Harri Harkimo du mouvement Nyt estime que la Finlande devrait reconnaître la Palestine une fois que les parties auront obtenu une paix durable. Reconnaître la Palestine maintenant ferait de la Finlande une partie au conflit, selon lui.

Chez les Chrétiens-démocrates et les Vrais Finlandais, les avis sont les moins favorables. Selon Peter Östman, président du groupe chrétien-démocrate, son groupe n'est pas prêt à une reconnaissance. Le faire sans accord sur la paix, aggraverait le conflit et empêcherait les compromis nécessaires pour atteindre la paix. Selon lui, une reconnaissance signifierait gratifier le Hamas, le Hizbollah et l'Iran.

Jani Mäkelä des Vrais Finlandais relève que, dans son parti, il y a des avis critiques à l'égard de la question. Son parti est toutefois engagé sur ce qui est inscrit au programme gouvernemental sur le fait que la Finlande soutient une solution à deux Etats. Il relève que son parti aurait du mal à aller plus loin et qu'il est réticent pour gratifier quelqu'un pour le terrorisme. Selon Mäkelä, il ne s'agit pas non plus pour son parti de constater qu'il est sûr que la Palestine sera reconnue un jour mais de dire que l'on la reconnaît si certaines conditions sont remplies. Interrogé sur ces critères, Mäkelä indique qu'il faut que le terrorisme contre Israël soit terminé. Il estime que la question est beaucoup trop évoquée en Finlande, car c'est quelque chose qui n'est pas en premier lieu son problème à elle. Il rappelle que la Finlande n'est pas une grande-puissance.

HBL/8

Ukraine

Point de vue : En Ukraine, la partie n'est pas terminée, mais l'Europe doit déjà réfléchir à la pire option

Indépendamment des actions américaines, les Européens devraient soutenir l'Ukraine aussi longtemps que nécessaire, pour leur propre réputation, écrit l'expert Arkady Moshes (FIIA). Le résultat recherché par les États-Unis et l'administration du président Donald Trump en tant que médiateurs dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine semble d'une clarté effrayante. L'objectif était un cessez-le-feu ou une trêve aux dépens de l'Ukraine, et non une paix durable. Les négociateurs américains ont servi d'intermédiaires aux volontés du Kremlin. L'administration Trump adhère à la plupart des souhaits de Vladimir Poutine, même si un tel rôle conviendrait mieux au dictateur biélorusse et homme de main de Poutine, Alexandre Loukachenko.

Trump a peut-être sincèrement cru que Poutine était digne de confiance et que le problème venait uniquement de l'Ukraine, car cette dernière avait « provoqué l'ours ». Quelle que soit l'explication, l'approche de Trump est irresponsable et arrogante, tant envers l'Ukraine qu'envers ses alliés européens.

La partie n'est pas encore terminée, même si l'Ukraine s'oppose obstinément aux « propositions » de Trump (ou de la Russie). L'Ukraine insiste pour défendre son intégrité territoriale, ce qui n'est pas forcément une mauvaise stratégie.

En 2017, Trump a signé une loi obligeant les États-Unis à ne pas reconnaître les modifications territoriales opérées par la force. Cette loi mentionne spécifiquement les annexions illégales de la Crimée et de l'est de l'Ukraine par la Russie.

Même si l'Ukraine perdait l'aide militaire américaine et l'accès aux renseignements américains, la guerre ne serait pas terminée. L'Ukraine a déjà connu la guerre, dans des circonstances difficiles, et elle l'a supportée. De plus, l'Europe pourrait désormais offrir à l'Ukraine un soutien plus important que prévu initialement.

Les dirigeants européens ont raison de décider de ne pas suivre la ligne de Trump sur l'Ukraine. Mieux vaut ne conclure aucun accord que soutenir un gouvernement qui aiderait un régime autoritaire à écraser la démocratie. Les Européens ont la réputation de tenir leurs promesses et de soutenir l'Ukraine aussi longtemps que nécessaire. Une capitulation en Ukraine enhardirait tous les dirigeants du monde entier qui souhaitent recourir à la force sans se soucier du droit et des traités internationaux.

Cette approche européenne ne fera peut-être pas changer d'avis Trump. Mais au moins, à l'avenir, l'Europe ne sera pas perçue comme complice des politiques honteuses et autodestructrices de Trump.

Si les États-Unis se retirent de leur rôle de médiateur, le pire scénario sera plus probable.

Il est illusoire de croire que l'Ukraine restera stable après une défaite et que le gouvernement sera en mesure de diriger le pays. Avant de se préparer à de nouvelles vagues de réfugiés, l'Europe devrait comprendre les conditions qui les créeraient.

Il n'y a aucune promesse de paix en Ukraine. Après une défaite, le pays serait engagé soit dans une guérilla, soit dans une guerre entre les forces russes et celles des zones non occupées d'Ukraine, soit dans des combats entre d'autres groupes militaires.

Avant l'invasion russe, l'Ukraine comptait 15 réacteurs dans quatre centrales nucléaires, dix centrales hydroélectriques et de nombreuses usines chimiques. Dans des conditions instables, le risque d'un accident majeur, comme une catastrophe nucléaire ou la rupture d'un barrage, augmente.

L'ensemble du système de sécurité européen pourrait s'effondrer. L'OTAN serait déchirée par des contradictions internes et l'UE ne serait pas nécessairement en mesure de se substituer à l'OTAN comme garante de la sécurité. Il n'est même pas utile d'envisager un rôle significatif pour l'OSCE. Aucune de ces organisations ne pourrait arrêter la Russie si elle décidait d'annexer la Biélorussie, la Moldavie, l'Arménie et la Géorgie.

L'Europe ne peut se détourner de l'instabilité en Ukraine. Les Européens doivent comprendre l'ampleur des risques encourus et faire tout leur possible dès maintenant – économiquement, diplomatiquement et militairement – pour les empêcher de se matérialiser.

HS

Demandes d'asile - Turquie

La Finlande a renvoyé une famille turque dont le père peut être emprisonné en Turquie pour avoir critiqué le président Erdoğan

Début mai, la Finlande a renvoyé une famille turque qui avait demandé la protection internationale suite à l'accusation pénale portée contre le père de la famille pour avoir critiqué le président turc Recep Tayyip Erdoğan. Le père avait écrit sur Facebook qu'Erdoğan était « un voleur ». Il risque l'emprisonnement en Turquie.

La famille a habité cinq ans en Finlande. Les parents travaillaient en tant qu'agents d'entretien et sur les trois enfants de la famille, deux étaient à l'école et un était à la crèche. La famille avait demandé d'asile trois fois. L'avocat de la famille a adressé une plainte au tribunal administratif, mais l'expulsion n'a pas pu être arrêtée.

La famille a réussi à arriver en Turquie sans que le père ne soit arrêté à l'aéroport.

HS

Politique intérieure

La présidente des Vrais Finlandais Riikka Purra sur la chute du parti : Nous avons échoué dans la communication

Selon les Vrais Finlandais, la chute du parti aux élections municipales et régionales et dans le sondage d'Yle s'explique par un échec de la communication. Selon la présidente du parti et la ministre des Finances Riikka Purra, le parti n'a pas réussi à communiquer assez efficacement les bonnes choses que le parti a pu réaliser.

« La situation économique difficile, le développement faible de l'emploi, la hausse du chômage et de nombreux autres facteurs externes affectant notre système ont été présentés, avec succès, comme étant la faute du gouvernement. Nous n'avons pas été en mesure de répondre à cela assez efficacement », a dit Purra.

Le secrétaire du parti Harri Vuorenpää a dit que le parti attendait à une baisse de l'audience après le mauvais résultat électoral, mais qu'évidemment il s'agit d'une « chute assez brutale ». Selon Vuorenpää, le parti prend au sérieux la baisse de l'audience et une discussion aura lieu sur les éventuels changements. Il a également souligné le rôle de la communication.

HS

Anatomie d'une chute – pourquoi l'audience des Vrais Finlandais a tellement chuté ?

Dans une analyse publiée par Suomen Kuvalehti, le directeur du Centre de recherche parlementaire Markku Jokisipilä propose plusieurs explications pour la chute des Vrais Finlandais.

L'audience des Vrais Finlandais a chuté de 6,8 points par rapport aux élections municipales de 2021. Il y a quatre ans, le parti a gagné 6 communes et était le deuxième plus grand parti dans 58 communes et le troisième plus grand parti dans 111 communes. C'était le meilleur résultat de l'histoire du parti aux élections municipales et un pas en avant pour devenir « un vrai grand parti », estime Markku Jokisipilä.

Maintenant, le parti des Vrais Finlandais a pris une direction complètement différente. Le parti est même tombé en dessous des partis moyens. Lors des élections d'avril 2025, le parti n'a gagné aucune commune et n'est arrivé dans les trois premières places que dans 58 communes. Dans 40 communes, le parti a perdu tous ses conseillers municipaux.

Selon Jokisipilä, les Vrais Finlandais ont échoué notamment dans le travail sur le terrain : quand Jussi Halla-aho était président du parti, il était plus actif et a fait le tour des communes. Il avait plus de temps de faire cela qu'une ministre des Finances, remarque Jokisipilä, en faisant référence à la présidente actuelle du parti, la ministre des Finances Riikka Purra.

Avant les élections d'avril, Purra a dit que les électeurs des Vrais Finlandais « ne s'intéressent pas aux élections municipales et régionales. » Pour Markku Jokisipilä, il s'agit d'une attitude défaitiste étrange : une audience basse entre deux élections législatives peut conduire le parti

à un « problème existentiel ». Si le parti continue à perdre contre les autres partis au niveau du travail sur le terrain, sa position de départ pour les prochaines élections législatives sera faible.

Les élections législatives de 2027 s'annoncent difficiles pour les Vrais Finlandais. Le parti a toujours eu ses meilleurs résultats électoraux depuis l'opposition, en critiquant le gouvernement de manière agressive. En 2027, le parti n'aura pas une telle position car il devra assumer la responsabilité de son bilan au gouvernement.

Jokisipilä estime que la situation se manifestera bientôt au sein du groupe parlementaire des Vrais Finlandais : « Plusieurs députés se disent sûrement que si le parti n'arrive pas à rapidement changer de direction, ils perdront leur siège [après les élections législatives] en 2027. »

Selon Jokisipilä, un problème des Vrais Finlandais est également que le parti n'a pas de lien fort avec les partenaires sociaux, comme les autres partis. Les partis de gauche entretiennent de relations étroites avec les syndicats, la Coalition nationale avec les organisations des entrepreneurs et le Centre avec le secteur de l'agriculture.

« Les Vrais Finlandais auraient eu le temps de défier les autres partis dans ces institutions, mais ils ont échoué », dit Jokisipilä.

Selon lui, les Vrais Finlandais ont notamment gaspillé l'occasion de se rapprocher des syndicats, compte tenu du fait que beaucoup d'ouvriers ont voté pour eux dans le passé.

Jokisipilä estime également que surtout au niveau du recrutement des candidats, le style agressif et populiste des Vrais Finlandais qui met l'accent sur les conflits peut être problématique : il peut écarter les personnes qui partagent en soi les valeurs du parti, mais qui comprennent que la politique ne peut pas être basée sur des gains rapides.

Dernièrement, selon Jokisipilä, la perte électorale des Vrais Finlandais était également dûe aux critiques de l'État-providence de Riikka Purra.

« Dans la rhétorique de Purra, l'État-providence a une connotation malsaine, on accuse une partie de la population d'être paresseux au détriment des autres. Dans ce type de discours, elle est allée plus loin qu'aucun autre politicien au cours des décennies de l'État-providence. »
Suomen Kuvalehti